

Communiqué de presse

Le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) s'est réuni lundi 2 juin au Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, pour sa seconde séance de 2025.

Le Haut Conseil a procédé à un examen des risques et des vulnérabilités affectant le secteur financier français. Il est revenu en détail sur les épisodes de volatilité ayant affecté les marchés ces derniers mois. Le Haut Conseil constate que le niveau d'incertitude globale a augmenté. Il note également que les mouvements de volatilité ont été absorbés par les acteurs financiers français, signe de leur résilience. Le système bancaire français et les organismes d'assurances et de réassurance présentent des positions de capital et de liquidités solides et conservent de bonnes conditions de financement. Il a salué l'engagement d'un exercice de *stress-test* portant sur l'ensemble du système financier français.

Le Haut Conseil constate que l'encours de crédit aux particuliers repart légèrement à la hausse (+0,6 % en glissement annuel en mars 2025). Le crédit bancaire aux sociétés non financières confirme son rebond (+2,2 % en mars en glissement annuel). Les ratios de dette sur PIB des ménages et entreprises sont en baisse depuis 2023 mais se maintiennent à des niveaux supérieurs à ceux observés dans les autres grands pays de la zone euro. Les ménages comme les entreprises non financières bénéficient de l'assouplissement de la politique monétaire, au travers de la baisse de coût des nouveaux crédits. Les niveaux d'épargne des ménages et de trésorerie des sociétés non financières demeurent élevés, participant à leur résilience.

La production de crédit à l'habitat poursuit sa reprise depuis le point bas de février 2024 et atteint 12 milliards d'euros hors renégociations en mars. L'utilisation de la marge de flexibilité dont bénéficient les établissements bancaires dans le cadre de la mesure sur les conditions d'octroi des nouveaux crédits à l'immobilier résidentiel est en légère hausse à 15,7 % au premier trimestre 2025, après 15,3 % au même trimestre en 2024. Elle reste nettement en-deçà du plafond de 20 %.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le Haut Conseil juge que l'environnement économique et financier justifie le maintien du taux de la réserve de protection du crédit (coussin de fonds propres contracyclique) à 1 %.

S'agissant du coussin pour le risque systémique sectoriel (sSyRB) portant sur la concentration de l'endettement des grandes entreprises très endettées auprès de certains établissements de crédit, le Haut Conseil constate que les risques spécifiques qui l'avaient conduit à introduire une telle mesure ont nettement diminué, ce qui se traduit aujourd'hui par des exigences prudentielles non significatives au titre de ce coussin. Le HCSF entend par conséquent lever la mesure, dans un esprit de simplification du cadre macroprudentiel, sans que cela soit préjudiciable à la stabilité financière. Ce projet de décision sera notifié à la BCE pour non-objection et au CERS. La décision sera ensuite publiée au journal Officiel de la République

Française et sur le site du HCSF. Le HCSF continuera à surveiller le risque de concentration de l'endettement et se tient prêt à réintroduire une mesure macroprudentielle en cas de nouvelle matérialisation de ce risque.

Le Haut Conseil rappelle ainsi que le cadre macroprudentiel est agile et que les instruments évoluent selon la nécessité de prévenir les situations spécifiques de nature à mettre en risque la stabilité financière.

Le Haut Conseil a décidé de procéder à une revue de sa stratégie en vue d'une publication en mars 2026, en même temps que le rapport annuel.